



**MINISTÈRE  
CHARGÉ DES RELATIONS  
AVEC LE PARLEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Le Ministre**

Paris, le 19 mars 2025

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous communiquer le calendrier des textes dont le Gouvernement prévoit l'inscription à l'ordre du jour prioritaire au cours des mois de mai et juin 2025 inclus. Conformément à la décision n° 2009-581 DC du Conseil constitutionnel du 25 juin 2009, ce calendrier revêt un caractère indicatif et ne saurait lier le Gouvernement dans l'exercice des prérogatives qui sont les siennes en application de l'article 48 de la Constitution.

**Mai 2025 (outre les textes déjà inscrits à l'ordre du jour) :**

- Sous réserve de leur dépôt, lecture des conclusions de la commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents ;
- Sous réserve de sa transmission, proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du Conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille ;
- Sous réserve de son dépôt, projet de loi portant création de l'établissement public administratif du commerce et de l'industrie de la collectivité de Corse ;
- Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après engagement de la procédure accélérée, visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile ;
- Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après engagement de la procédure accélérée, instaurant des réponses adaptées et proportionnées pour prévenir notamment le développement des vignes non cultivées ;
- Sous réserve de leur dépôt, lecture des conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de loi de simplification de la vie économique ;
- Sous réserve de leur dépôt, lecture des conclusions de la commission mixte paritaire sur la proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques.

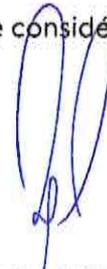
Monsieur Gérard LARCHER  
Président du Sénat  
Petit Luxembourg  
17, rue de Vaugirard  
75291 PARIS CEDEX 06

Juin 2025 :

- Sous réserve de son dépôt, projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte ;
- Sous réserve de son dépôt, projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnel en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et du dialogue social ;
- Sous réserve de son dépôt et de sa transmission, projet de loi relatif aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 ;
- Sous réserve de son dépôt et de sa transmission, projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2024 ;
- Sous réserve de son dépôt et de sa transmission, projet de loi d'habilitation à prendre par voie d'ordonnance les mesures réformant les statuts de certains salariés de la direction de l'enseignement catholique dans les îles Wallis et Futuna ;
- Sous réserve de son dépôt, projet de loi relatif aux jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver des Alpes françaises de 2030 ;
- Sous réserve de sa transmission, proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles ;
- Sous réserve de leur dépôt, lecture des conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de loi portant création de l'établissement public administratif du commerce et de l'industrie de la collectivité de Corse ;
- Sous réserve de leur dépôt, lecture des conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de loi d'habilitation à prendre par voie d'ordonnance les mesures réformant les statuts de certains salariés de la direction de l'enseignement catholique dans les îles Wallis et Futuna ;
- Sous réserve de leur dépôt, lecture des conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité ;
- Sous réserve de leur dépôt, lecture des conclusions de la commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur.

Enfin, divers projets de loi autorisant l'approbation d'accords et conventions internationales pourront également être inscrits à l'ordre du jour prioritaire du Sénat.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.



Patrick MIGNOLA